

L'Afrique et la crise du Golfe Persique

Par Sébastien Carrière (1997)

La guerre du Golfe Persique constitue l'une des plus grandes concentrations de troupes de l'histoire. En effet, plus de 1 300 000 militaires furent impliqués dans cette guerre, qui constitue le premier grand conflit mondial (ouvert) depuis les indépendances africaines. Mais si la guerre elle-même s'est déroulée assez rapidement, du 17 janvier au 28 février, la crise qui l'a précédée possède des racines bien plus profondes que la simple invasion du Koweït par l'Irak, le 2 août 1990. Partition coloniale, disputes frontalières, querelles financières et luttes de pouvoir dans le monde arabe sont quelques facteurs explicatifs de cette crise.

On s'accorde généralement pour dire que la crise du Golfe Persique a permis de mettre au grand jour un « nouvel ordre mondial », évidemment dominé par ce qui est désormais la seule superpuissance mondiale, les États-Unis d'Amérique. Notre objectif aujourd'hui est donc de tenter de découvrir, à travers ce conflit d'envergure mondiale, quel est le rôle réservé aux différents pays africains (individuellement et en tant que « groupe ») dans ce « nouveau » système international. Afin d'accomplir cette tâche, nous discuterons donc, pour certains pays africains (tous ne furent pas directement impliqués, et les caractéristiques bien spécifiques de chacun méritent notre attention), des impacts de la crise, des différentes positions qui furent adoptées, des conséquences à court et à moyen terme du conflit. Ceci après une brève description plus factuelle et générale du conflit.

La crise du Golfe Persique: des chiffres, des enjeux et des dates

Une coalition de 43 pays fut rassemblée, en 1990-1991, pour faire face à la quatrième armée au monde, celle de l'Irak. Cette coalition (qui opposa 750 000 militaires aux quelques 580 000 Irakiens), menée par les États-Unis d'Amérique, comptait dans ses rangs cinq pays africains : Égypte (35 600 militaires), Maroc (1200), Sénégal (500), Niger (500) et Sierra Leone (200)¹. A ceux-ci, il faut également ajouter le soutien politique de la Côte d'Ivoire, de l'Éthiopie et du Zaïre, en tant que membres du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies (O.N.U.) pendant les années 1990 et 1991 (le Zimbabwe remplaça l'Éthiopie en 1991). Ces pays votèrent tous en faveur des résolutions contre l'Irak, les plus importantes étant les résolutions 660 (condamne l'invasion du Koweït et demande le retrait de l'Irak), 661 (impose des sanctions économiques contre l'Irak), 665 (autorise le recours à la force pour contraindre l'Irak à se retirer) et 678 (impose le 15 janvier 1991 comme date limite du retrait de l'Irak et autorise à nouveau l'action militaire de la coalition)².

Bien sûr, plusieurs autres pays africains furent appelés à jouer un rôle important (ou à en subir les conséquences) lors de ce conflit, comme la Tunisie, l'Algérie, le Libye, le Soudan, la Mauritanie et le Nigéria. De plus, le continent africain dans son ensemble fut interpellé par

¹ Toutes les statistiques militaires proviennent de : VALLADÃO, ALFREDO G.A., " Questions stratégiques 1992 - La guerre du Golfe en chiffres ", *L'état du monde 1981-1997*, Montréal et Paris, Éditions La Découverte - CEDROM-SNi inc., 1996.

² On peut retrouver le texte complet de ces résolutions du Conseil de Sécurité à l'adresse suivante : <http://www.nd.edu/~aleyden/summary.html>

les conséquences économiques de la crise, en particulier dans le domaine pétrolier. Il est cependant à noter que l'Organisation de l'Unité Africaine (O.U.A.) ne fut pas un acteur de premier plan dans cette crise. En effet, les organisations régionales ne furent, exception faite de la Ligue Arabe, guère sollicitées, l'O.N.U. occupant, sous l'aile des États-Unis, l'avant-scène de l'activité diplomatique pendant la crise.

Finalement, si la guerre proprement dite s'est déroulée du 17 janvier au 28 février 1991, il est difficile, considérant l'histoire complexe de la région, de spécifier une date précise pour le début de la crise. Cependant, la date du 6 août (date de l'invasion irakienne du Koweït) apparaît, pour les fins de ce texte, comme point tournant essentiel dans l'accélération du conflit et dans sa globalisation. Pour ce qui est de la fin du conflit, on pourrait facilement affirmer qu'il n'est pas encore terminé, puisque l'embargo international contre l'Irak est toujours actif (les américains profitent de leur veto au Conseil de sécurité de l'O.N.U. pour le maintenir), en plus de la zone d'interdiction aérienne qui empêche l'aviation irakienne de circuler au nord et au sud du pays. De surcroît, il serait illusoire d'affirmer que la crise n'a eu que des effets à court et moyen terme, certaines conséquences à plus long terme n'étant pas encore connues.

La crise du Golfe Persique : Dix pays africains...

Maroc

Le Maroc fut très impliqué au sein de la coalition anti-irakienne, envoyant 1200 militaires en Arabie Saoudite. Mais cet engagement du roi Hassan II fut fortement contesté par la population marocaine, majoritairement musulmane. Il importe de préciser que, et c'est vrai pour tous les pays africains à majorité musulmane, Saddam Hussein incarnait, pour les marocains, l'homme fort arabe qui résistait à l'impérialisme américain. De plus, le Koweït, petite oligarchie riche grâce à son pétrole, n'a jamais attiré la sympathie des masses. Ceci dit, les tensions civiles ne furent pas assez fortes pour déstabiliser le régime de Hassan II, puisque lui-même se disait « proche des coalisés par la raison et de l'Irak par le coeur »³. C'est ainsi qu'il autorisa les manifestations de soutien à l'Irak dans les rues de Casablanca, Rabat et Marrakech. On pourrait supposer que ce soutien du Maroc à la coalition visait également à « faire plaisir » aux américains, qui, de par leur veto au Conseil de sécurité de l'O.N.U., pourraient s'avérer un soutien important dans le règlement de la question du Sahara Occidental. En adoptant ainsi une position « centriste » entre Hussein et l'Occident, Hassan II réussit à éviter que la crise ne laisse trop de cicatrices dans son royaume déjà bien marqué par le conflit saharien.

Algérie

Cet autre pays du Maghreb est au prise, depuis 1990 et la victoire du Front Islamique du Salut (F.I.S.) aux législatives qui furent par la suite annulées, à ce qui est probablement sa pire crise politique interne depuis l'indépendance. Ceci dit, la crise du Golfe est rapidement devenue un enjeu de cette lutte de pouvoir. Le F.I.S., pourtant soutenu par l'Arabie Saoudite,

³ CAMAU, MICHEL, " Conflits et tensions 1992 - Les opinions publiques arabes et la crise du Golfe ", *L'état du monde 1981-1997*, Montréal et Paris, Éditions La Découverte - CEDROM-SNi inc., 1996.

profita de la crise pour soutenir et encourager le soutien populaire de certains Algériens à l'Irak, dans l'espoir de déstabiliser le régime. Ceci eut cependant pour effet de discréditer le F.I.S. tant au niveau local qu'international. Sur le plan extérieur, le président algérien de l'époque Chadli Bendjedid se retrouva à l'avant-plan d'une tentative de conciliation entre l'Irak et l'Arabie Saoudite au mois de décembre 1990. Cette ultime tentative de « solution arabe » fut bien évidemment un échec, mais elle permit de consolider la position algérienne d'« incontournable et de modéré au sein de la Ligue Arabe. La crise, et l'augmentation du prix du pétrole qui s'en suit a également permis à l'Algérie de rembourser une partie de sa dette extérieure.

Tunisie

Le régime du président Zine el-Abidine Ben Ali fut fortement ébranlé par la crise du Golfe Persique. La « rue tunisienne » soutenait fortement Bagdad et considérait l'installation de troupes américaines au pays de La Mecque comme un bien plus grand mal que l'annexion du Koweït par l'Irak⁴. Face à cette poussée de nationalisme arabe, le président condamna donc l'invasion, mais se garda de commettre des troupes à la coalition, pour ainsi ne pas trop s'aliéner sa propre population. Ceci eut cependant pour effet pervers, au plan extérieur, de susciter la perte de l'image de pays « modéré » qu'avait la Tunisie en Occident et causa également un ralentissement économique, provoqué par le retrait des engagements financiers saoudiens et koweïtiens après la guerre, et par les nombreuses craintes des investisseurs européens et américains.

Libye

Un des grandes inquiétudes du commandement militaire américain lors de la préparation de l'opération « Bouclier du Désert » était la participation (ou non) des puissances arabes du nord de l'Afrique et du Moyen-Orient à la coalition⁵. Mais l'on redoutait également la réaction de Mouammar Kadhafi, le chef de l'État libyen. Cependant, ce dernier se fit très discret pendant la crise. Les raisons de cette attitude sont nombreuses mais incertaines. La possibilité d'une sérieuse mise en garde américaine à Kadhafi contre toute tentative d'intervention (qui aurait été relayée par l'Égypte et l'U.R.S.S.) est plausible, ainsi que la méfiance et la rivalité entre Kadhafi et Saddam Hussein (vente de missiles libyens à l'Iran pendant la guerre avec l'Irak, manque de soutien de Hussein lors des raids américains sur Tripoli en 1986). Ceci dit, la Libye, grand producteur de pétrole, n'a pas eu l'occasion de profiter de la hausse des prix du brut pendant la crise, faute des infrastructures et de la technologie nécessaires à une augmentation de sa production.

Égypte

Le royaume du Nil fut, sans contredit, le pays africain le plus impliqué dans le conflit et le plus affecté par ses conséquences. Les enjeux de cette implication se situaient cependant

⁴ Un sondage révélait en effet que 94% des Tunisiens interrogés le 8 août 1990 étaient contre l'installation de troupes américaines sur le sol saoudien. Source : KHOURY-DAGHER, N. et MEDIMEGH, D., " Pourquoi, en Tunisie, la rue a soutenu Bagdad ", *Le Monde Diplomatique*, mars 1991, p.12.

⁵ A ce sujet, lire la deuxième partie de : WOODWARD, BOB, *The Commanders*, New York, Pocket Star Books, 395 pages.

surtout au niveau du monde arabe, le président Moubarak voulant s'imposer comme véritable leader des pays musulmans. Ceci dit, les dirigeants égyptiens bénéficiaient du support de leur population. On pourrait expliquer ce phénomène par plusieurs facteurs : charisme de Moubarak, tradition égyptienne de « centre » du monde arabe, islamisme historiquement modéré et opposition relativement « calme ». Mais les conséquences du conflit furent pénibles pour l'Égypte (alors que la fin du conflit laissait prévoir le contraire), particulièrement au niveau économique (comme ce fut le cas pour les américains). Au plan diplomatique, les années de l'après-guerre virent l'Égypte quasiment exclue du processus de paix en Israël, invitée à retirer ses troupes du Koweït et de l'Arabie Saoudite (ces derniers préférant une présence américaine) et contrainte à s'appliquer à reconstruire les ponts avec les palestiniens et la Jordanie (qui supportaient l'Irak).

Soudan

Le Soudan choisit, pour sa part, de soutenir l'Irak, son principal allié militaire. Ceci est des effets négatifs sur le plan du développement, le pays risquant même l'exclusion du Fonds Monétaire International (F.M.I.). Cette position des dirigeants soudanais (très anti-américains) causa également une détérioration supplémentaire de ses relations avec ses voisins africains et arabes. Cet isolement politique du Soudan eut aussi pour effet de durcir davantage le régime, au plan intérieur.

Mauritanie

La capitale mauritanienne Nouakchott fut également le théâtre de nombreuses manifestations pro-irakiennes. Contrairement au voisin marocain, le gouvernement rejeta la condamnation de l'invasion et l'intervention occidentale. Ceci eut pour effet de rendre le pays « suspect », face à Paris et Washington. De plus, dans ce pays déjà proie aux difficultés financières, la crise n'aura eu pour effet que d'aggraver la situation. Bénéficiant, comme le Niger et le Sénégal, de l'aide du Koweït et de l'Arabie Saoudite, la Mauritanie s'est vue retirer ces fonds et, de plus, les projets de développement du F.M.I. et de la Banque Mondiale furent gelés de 1990 à 1993. Le peuple mauritanien aura donc payé cher son soutien au « frères » irakiens.

Niger

L'engagement militaire du Niger (500 militaires) dans ce conflit s'explique par les excellentes relations entretenues entre ce pays et le Koweït, bien que, comme dans les autres pays musulmans d'Afrique, le peuple était plutôt favorable à l'Irak. Il faut comprendre que le Koweït était, à l'époque, un des plus grands fournisseurs d'aide au développement destinée au Niger.

Sénégal

Un peu comme dans le cas du Niger, on peut expliquer la participation sénégalaise au conflit par l'importance des fonds koweïtiens et saoudiens dans le développement du pays. Officiellement, le gouvernement sénégalais maintenait, à l'époque, que sa participation s'inscrivait dans un souci de respect du droit international. Également, il faut considérer que

l'ennemi traditionnel, la Mauritanie (avec lequel les relations diplomatiques étaient rompues depuis les affrontements de 1989), s'était rangé derrière l'Irak...

Nigéria

Les dirigeants du Nigéria ont également condamné l'invasion du Koweït. Encore une fois, le peuple favorisait Saddam Hussein. Mais dans le cas du Nigéria, le régime s'assura d'interdire toute manifestation favorable à l'Irak, inquiété du fondamentalisme musulman et de ses dangers. On en profita, comme pour l'Angola et le Gabon, pour augmenter la production pétrolière et bénéficier le plus possible de l'embargo contre l'Irak et de la montée des prix.

La crise du Golfe Persique: un constat d'impuissance pour l'Afrique ?

Plusieurs constats ressortent de l'observation de l'impact de la crise du Golfe Persique en Afrique. Tout d'abord, on s'aperçoit que cette crise fut gérée et analysée principalement comme une « crise arabe ». Ceci impliquant que les pays africains n'ayant pas une population à majorité musulmane furent complètement exclue de tout rôle dans le conflit. Cependant, les enjeux étaient également largement économiques (à la fois au niveau de l'aide au développement et du pétrole) et l'on aurait pu s'attendre à une plus grande implication politique de « l'Afrique non-musulmane ». Ceci démontre l'exclusion de la majorité des pays africains dans le « nouveau » système international : l'Afrique subirait le système et ne l'influencerait que par le poids du nombre à l'O.N.U. ?

Deuxième constat : la prédominance de l'enjeu « développement » comme facteur déterminant de l'élaboration de la politique étrangère en Afrique. Ceci fut démontré dans les cas du Niger et du Sénégal, desquels les analystes réduisent l'implication à une façon de préserver les programmes d'aide au développement. A l'opposé, les conséquences fâcheuses sur ces mêmes programmes en Mauritanie et au Soudan, qui soutenait l'Irak. Malgré le fait que l'enjeu « religieux » fut prédominant au Maghreb, il faut souligner que ces mêmes perspectives de retrait des investissements saoudiens et koweïtiens a probablement influé sur les prises de position des dirigeants des certains pays de cette région.

Troisième constat : la faible influence (générale) des pays africains sur les grandes tendances du système international. Ceci est facilement démontrable au niveau des décisions du Conseil de Sécurité de l'O.N.U. (et est également vrai pour l'Amérique latine et l'Asie). Le seul organe au sein duquel l'Afrique peut vraiment exercé une influence est l'Assemblée Générale, qui n'a pas été saisie de la crise.

Au niveau économique, l'Afrique s'est vue victime de l'inflation généralisée (qui suit naturellement une augmentation du prix du pétrole). Cette hausse du prix du brut fit également mal aux pays importateurs en Afrique (et ils constituent la majorité). Également, une baisse mondiale (drastique) du tourisme affecta le continent (comme les autres). Mais la conséquence économique la plus importante fut le retour de nombreux travailleurs des pétro-monarchies du Golfe (en particulier du Koweït), ce qui non seulement ajoute au nombre de sans-emploi, mais met fin au entrées de capital que ces travailleurs envoyaient régulièrement dans leurs pays

d'origine. La crise économique qui affecta l'Occident (la guerre moderne coûte cher...) causa également une baisse significative des exportations pour la plupart des pays d'Afrique.

Donc, une Afrique malheureusement exclue, avec encore plus de difficultés économiques après qu'avant cette crise. Si le continent servait de champ de bataille par procuration pendant la Guerre Froide, il semble qu'il soit maintenant un acteur passif, qui subit le système, qui sombre dans l'oubli...

Bibliographie

BACH, DANIEL C., « Nigéria 1992 - Le cap de 1992 », *L'état du monde 1981-1997*, Montréal et Paris, Éditions La Découverte - CEDROM-SNi inc., 1996.

BESSIS, SOPHIE, « Tunisie 1992 », *L'état du monde 1981-1997*, Montréal et Paris, Éditions La Découverte - CEDROM-SNi inc., 1996.

BOURGEY, ANDRÉ, « Journal de l'année 1990-1991 - Proche et Moyen-Orient », *L'état du monde 1981-1997*, Montréal et Paris, Éditions La Découverte - CEDROM-SNi inc., 1996.

CAMAU, MICHEL, « Conflits et tensions 1992 - Les opinions publiques arabes et la crise du Golfe », *L'état du monde 1981-1997*, Montréal et Paris, Éditions La Découverte - CEDROM-SNi inc., 1996.

COSTE, C., DELAFIN, A et HOELTGEN, D., « Foi et pétrodollars : liaisons dangereuses », *Jeune Afrique Économique*, février 1991, p. 46 à 49.

DE LA GORCE, PAUL-MARIE, « L'intermédiaire et l'interlocuteur », *Jeune Afrique*, 19 décembre 1990, pp. 22-23.

FOTTORINO, ERIC, « L'Afrique a perdu l'après-guerre », *Jeune Afrique Économique*, avril 1991, pp. 10-11.

GARÇON, JOSÉ, « Algérie 1992 - État de siège », *L'état du monde 1981-1997*, Montréal et Paris, Éditions La Découverte - CEDROM-SNi inc., 1996.

HOELTGEN, DOMINIQUE, « Trop proche du Golfe », *Jeune Afrique Économique*, novembre 1990, pp. 48-49.

KHOURY-DAGHER, N. et MEDIMEGH, D., « Pourquoi, en Tunisie, la rue a soutenu Bagdad », *Le Monde Diplomatique*, mars 1991, p. 12.

MANSOUR, FAWZY, « L'Égypte découvre le prix de sa docilité », *Le Monde Diplomatique*, septembre 1992, p. 23.

MARCHAL, ROLAND, « Soudan 1992 », *L'état du monde 1981-1997*, Montréal et Paris, Éditions La Découverte - CEDROM-SNi inc., 1996.

MARCHAL, ROLAND, « Soudan 1993 », *L'état du monde 1981-1997*, Montréal et Paris, Éditions La Découverte - CEDROM-SNi inc., 1996.

ROUSSILLON, ALAIN, « Égypte 1992 - L'année de tous les paradoxes », *L'état du monde 1981-1997*, Montréal et Paris, Éditions La Découverte - CEDROM-SNi inc., 1996.

ROUSSILLON, ALAIN, « Égypte 1993 - L'heure des comptes », *L'état du monde 1981-1997*, Montréal et Paris, Éditions La Découverte - CEDROM-SNi inc., 1996.

SALAMÉ, GHASSAN, « Golfe : fin d'un épisode », *L'état du monde 1981-1997*, Montréal et Paris, Éditions La Découverte - CEDROM-SNi inc., 1996.

SANTUCCI, JEAN-CLAUDE, « Maroc 1992 - Jeu politique brouillé », *L'état du monde 1981-1997*, Montréal et Paris, Éditions La Découverte - CEDROM-SNi inc., 1996.

SARKIS, NICOLAS, « Une aubaine pour l'or noir d'Afrique », *Jeune Afrique Économique*, septembre 1990, pp. 50-51.

SID-AHMED, MOHAMED, « Ambitieux et risqué, le choix l'Égypte », *Le Monde Diplomatique*, janvier 1991, p. 21.

SMITH, STEPHEN, « Maroc 1993 - Le temps de tous les dangers ? », *L'état du monde 1981-1997*, Montréal et Paris, Éditions La Découverte - CEDROM-SNi inc., 1996.

SOUDAN, FRANÇOIS, « Libye 1992 », *L'état du monde 1981-1997*, Montréal et Paris, Éditions La Découverte - CEDROM-SNi inc., 1996.

SOUDAN, FRANÇOIS, « Mauritanie 1992 », *L'état du monde 1981-1997*, Montréal et Paris, Éditions La Découverte - CEDROM-SNi inc., 1996.

SOUDAN, FRANÇOIS, « Mauritanie 1993 », *L'état du monde 1981-1997*, Montréal et Paris, Éditions La Découverte - CEDROM-SNi inc., 1996.

VALLADÃO, ALFREDO G.A., « Questions stratégiques 1992 - La guerre du Golfe en chiffres », *L'état du monde 1981-1997*, Montréal et Paris, Éditions La Découverte - CEDROM-SNi inc., 1996.

WOODWARD, BOB, *The Commanders*, New York, Pocket Star Books, 395 pages.